

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,
OECD Publications Service,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

II. ÉVOLUTIONS DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE

États-Unis

L'économie a manqué de dynamisme ces derniers temps. Les dépenses des ménages ont progressé plus modérément, la hausse des prix de l'énergie ayant entamé les revenus réels. L'investissement des entreprises s'est néanmoins stabilisé et paraît devoir se redresser après la fin de la guerre en Irak, cependant que l'accroissement des dépenses militaires donne un coup de fouet à la demande. La croissance devrait nettement se raffermir d'ici l'automne à supposer que le conflit soit réglé dès le début de l'été. La demande des ménages, la demande des entreprises et la demande de l'étranger – cette dernière, dopée par la chute du dollar – devraient toutes se renforcer sensiblement en 2004. L'inflation devrait reculer dans la mesure où les prix de l'énergie s'inverseront et où les capacités demeureront sous-employées après plusieurs années de croissance inférieure au potentiel.

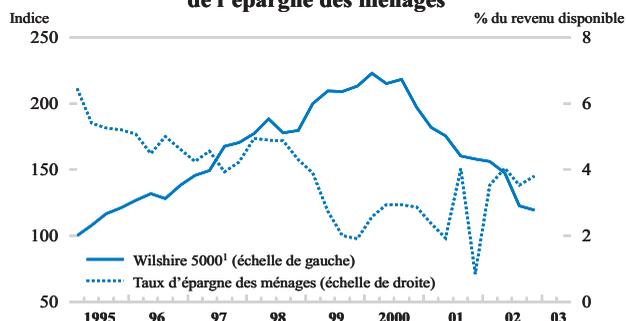
La politique monétaire a continué de soutenir l'activité, mais les taux d'intérêt devront être relevés une fois que la croissance s'accélénera. Les réductions d'impôt proposées et les nouvelles augmentations de dépenses, en particulier le gonflement des achats militaires, creuseront fortement le déficit de l'administration fédérale. Des mesures devront être prises dans les prochaines années pour inverser cette tendance. Malgré l'attrait que présentent, du point de vue de l'efficacité, les réductions prévues des taux d'imposition et les réformes de la fiscalité des dividendes, ces modifications devraient s'inscrire dans le cadre d'un train de réformes plus neutres au niveau des recettes.

Après avoir progressé à un rythme soutenu pendant les six premiers mois de 2002, l'activité s'est ralentie pendant la dernière partie de l'année. Aussi bien la consommation que l'investissement résidentiel se sont accrus de manière plus modérée sous l'effet conjugué du marasme du marché du travail, de l'influence de plus en plus faible des conditions attrayantes proposées sur les crédits hypothécaires et le financement des biens de consommation durables, et de la disparition du coup de fouet donné aux revenus par les réductions antérieures d'impôt. De plus, l'impulsion

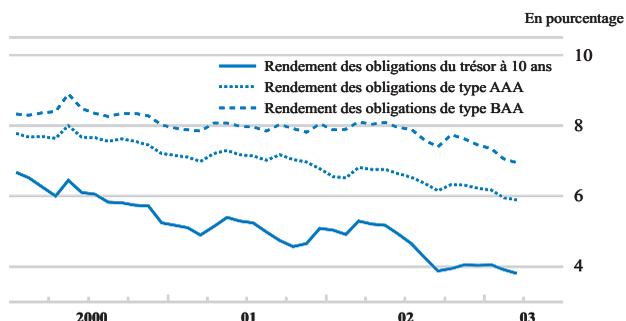
La croissance s'est ralentie au second semestre de 2002...

États-Unis

La baisse du marché boursier s'est accompagnée d'une hausse de l'épargne des ménages



Les rendements des obligations ont encore baissé



1. Indice Wilshire 5000 divisé par le revenu disponible, indice égale à 100 au premier trimestre de 1995.

Source : Board of Governors of the Federal Reserve System, Bureau of Economic Analysis et Thomson Financial.

États-Unis : Emploi, revenu et inflation

	2000	2001	2002	2003	2004
Emploi ^a	1.5	0.0	-0.9	0.6	1.7
Taux de chômage ^b	4.0	4.8	5.8	6.0	5.8
Indice du coût de l'emploi	4.6	4.1	3.7	2.8	2.7
Rémunération par salarié ^c	6.5	2.3	2.3	3.4	3.3
Productivité ^c	2.6	0.2	3.9	2.0	2.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre ^c	3.8	2.1	-1.5	1.4	1.0
Déflateur du PIB	2.1	2.4	1.1	1.6	1.3
Indice des prix à la consommation	3.4	2.8	1.6	2.4	1.7
Déflateur de la consommation privée	2.5	2.0	1.4	2.0	1.2
Revenu disponible réel des ménages	4.8	1.8	4.3	3.0	3.8

a) Ensemble de l'économie, pour plus de détails voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

b) En pourcentage de la population active.

c) Dans le secteur des entreprises.

Source : OCDE.

technique exercée sur la croissance par la reprise de la formation de stocks s'est tempérée et le solde extérieur a continué de freiner sensiblement l'activité, la croissance dans les autres pays de la zone de l'OCDE laissant elle aussi à désirer. Les dépenses du secteur public, notamment au niveau des Etats et des collectivités locales, ont également progressé plus lentement au second semestre de l'an dernier. En revanche, l'investissement fixe des entreprises s'est stabilisé après avoir chuté deux années durant, la progression des dépenses en équipements et en logiciels compensant largement le recul des dépenses au titre des structures non résidentielles.

... et elle pourrait demeurer atone jusqu'au milieu de cette année

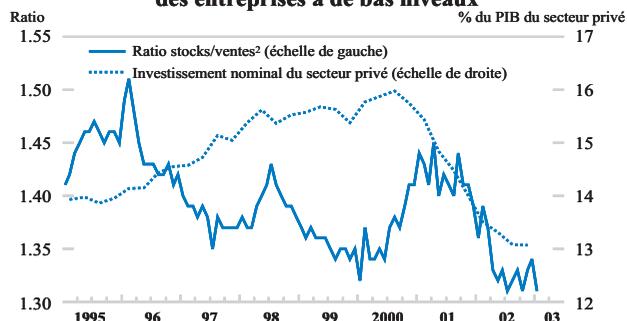
Les indicateurs récents laissent présager la poursuite d'une croissance ralentie pendant les six premiers mois de cette année. Les marchés d'actions ont été instables, tandis que la confiance des consommateurs chutait. Ce climat incertain a tenu pour une large part à la montée des tensions liées à l'Irak, bien que les fluctuations des

États-Unis

La confiance des consommateurs et les perspectives des entreprises manufacturières se sont affaiblies



Les baisses passées ont conduit la demande des entreprises à de bas niveaux



1. University of Michigan.

2. Secteur des entreprises manufacturières et des échanges.

Source : Institute for Supply Management, US Census Bureau et OCDE.

États-Unis : Indicateurs financiers

	2000	2001	2002	2003	2004
Taux d'épargne des ménages ^a	2.8	2.3	3.7	4.6	4.8
Solde financier des administrations publiques ^b	1.4	-0.5	-3.4	-4.6	-4.2
Balance des opérations courantes ^b	-4.2	-3.9	-4.8	-5.4	-5.5
Taux d'intérêt à court terme ^c	6.5	3.7	1.8	1.4	3.0
Taux d'intérêt à long terme ^d	6.0	5.0	4.6	4.1	5.0

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Euro-dollar à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source : OCDE.

marchés boursiers puissent aussi s'expliquer par l'incidence durable exercée sur le goût du risque par l'éclatement de la bulle boursière et les inquiétudes suscitées par le gouvernement d'entreprise. En tout état de cause, l'épargne des personnes physiques devrait augmenter au cours de cette année. La reprise du secteur manufacturier paraît également avoir marqué le pas, la faiblesse des commandes laissant présager un nouveau ralentissement au cours de ce printemps.

Le conflit au Moyen-Orient et les grèves antérieures au Venezuela ont abouti à une forte montée des prix du pétrole. La rigueur de l'hiver et la faiblesse des stocks ont également conduit à de sensibles augmentations des prix du gaz naturel et de l'électricité. L'énergie entrant pour environ 5 pour cent dans les dépenses de consommation, la hausse des prix a entamé le pouvoir d'achat des ménages depuis le début de cette année. Le freinage exercé sur la demande devrait être modéré et de

La hausse des prix du pétrole et des autres prix de l'énergie freine la demande

États-Unis : Demande et production

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Prix courants milliards de \$	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	6 246.5	4.3	2.5	3.1	2.3	3.6
Consommation publique	1 336.3	2.8	3.7	4.4	5.3	2.0
Formation brute de capital fixe	1 881.9	5.5	-2.6	-1.8	1.4	5.9
Secteur public	304.7	2.4	3.3	4.4	1.4	0.6
Secteur privé : résidentiel	403.7	1.1	0.3	3.9	0.7	1.3
Secteur privé : autres	1 173.5	7.8	-5.2	-5.7	1.7	9.5
Demande intérieure finale	9 464.7	4.3	1.6	2.4	2.6	3.8
variation des stocks ^a	59.5	0.0	-1.4	0.7	0.3	0.3
Demande intérieure totale	9 524.3	4.4	0.4	3.0	2.8	4.0
Exportations de biens et services	989.4	9.7	-5.4	-1.6	4.0	9.0
Importations de biens et services	1 239.2	13.2	-2.9	3.7	6.4	7.8
exportations nettes ^a	- 249.9	-0.9	-0.2	-0.8	-0.6	-0.3
PIB aux prix du marché	9 274.4	3.8	0.3	2.4	2.5	4.0

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : OCDE.

États-Unis : Indicateurs extérieurs

	2000	2001	2002	2003	2004
	Milliards de \$				
Exportations de biens	772.0	718.8	682.6	723	806
Importations de biens	1 224.4	1 145.9	1 166.9	1 285	1 399
Balance commerciale	- 452.4	- 427.2	- 484.4	- 562	- 594
Solde des invisibles	42.1	33.8	- 19.1	- 25	- 36
Balance des opérations courantes	- 410.3	- 393.4	- 503.4	- 587	- 629
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens en volume ^a	11.3	- 5.9	- 3.6	3.6	9.9
Importations de biens en volume ^a	13.5	- 3.3	3.9	6.6	7.7
Résultats à l'exportation ^b	- 1.0	- 4.9	- 6.1	- 1.8	0.9
Termes de l'échange	- 3.5	2.3	1.2	- 1.4	0.4

a) Statistiques douanières.

b) Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens.

Source : OCDE.

courte durée si (comme on le prévoit) les prix du pétrole et du gaz naturel baissent pendant le printemps et l'été. De plus, le choc exercé au niveau des prix de l'énergie contribuera à creuser encore le déficit de la balance courante, qui pèse de plus en plus sur le taux de change.

Les taux d'intérêt devraient s'élever lorsque la croissance s'accéléra...

La Réserve fédérale a donné un puissant coup de fouet à la demande en commençant à réduire le taux des fonds fédéraux il y a plus de deux ans et en maintenant ce taux à 1¼ pour cent depuis novembre dernier. Néanmoins, les effets de cette politique ont commencé à s'estomper : si le niveau des achats de logements et de biens de consommation durables reste soutenu, leur contribution à la croissance s'est ralentie. Malgré cela, dans la mesure où l'on prévoit que la demande progressera modérément au cours du premier semestre de cette année, on ne table sur aucune nouvelle réduction du taux des fonds fédéraux à court terme. Si la demande augmentait comme prévu d'ici l'automne, le retour progressif à une politique monétaire plus neutre devrait alors s'amorcer.

... et la politique budgétaire doit s'employer à réduire le déficit à moyen terme

Les prévisions intègrent les propositions de l'administration pour le budget 2004 ainsi que des dépenses supplémentaires du fait de la guerre avec l'Irak représentant au total 75 milliards de dollars en 2003 et 2004. En 2002, les achats fédéraux de biens et de services ont progressé de plus de 10 pour cent, et la montée en flèche des achats militaires contribuera à une nouvelle augmentation à deux chiffres des dépenses cette année. Les recettes fédérales ont chuté de plus de 6 pour cent en 2002. De plus, les réductions d'impôt proposées par l'administration, qui consistent pour une large part en un élargissement des crédits d'impôt pour enfant à charge, une réduction accélérée des taux marginaux d'imposition et la suppression de la double imposition des dividendes, feraient baisser les recettes de ¼ pour cent de PIB en 2003 et de plus de ¾ pour cent en 2004. Bien que l'augmentation des dépenses et les réductions d'impôt aient contribué à la croissance au cours des deux dernières années et bien qu'il paraisse devoir en aller encore de même, au moins modérément, elles ont été à l'origine d'un déficit fédéral dont on prévoit qu'il s'établira à un peu moins de 400 milliards de dollars, soit environ 3½ pour cent du PIB, tant en 2003 qu'en 2004. L'élargissement du déficit est l'un des facteurs qui devraient entraîner une hausse de plus de 100 points de base des taux d'intérêt à long terme d'ici la fin

de 2004. Il sera nécessaire d'examiner les priorités de dépenses et d'envisager des modifications de la législation fiscale pour permettre une réduction des déficits fédéraux au cours des prochaines années. Les gouvernements des États et les collectivités locales n'ont eux aussi enregistré que des recettes médiocres et leurs comptes devraient se solder par un déficit de l'ordre de 1¼ pour cent de PIB cette année. Néanmoins, un ralentissement des dépenses et certains relèvements d'impôt devraient permettre de réduire le déficit en 2004. Globalement, le déficit des administrations publiques devrait dépasser 4½ pour cent de PIB en 2003 avant de s'inscrire en baisse en 2004.

Le rythme ralenti de la croissance pendant les six premiers mois de cette année devrait faire place à une progression plus soutenue, les prix de l'énergie faiblissant et la confiance revenant avec la fin de la guerre en Irak. Les dépenses de consommation devraient n'augmenter que modérément jusqu'au second semestre. Par la suite, en revanche, les dépenses des ménages devraient s'affermir grâce à un redressement du marché du travail et une amélioration des bilans. Bien que l'investissement fixe des entreprises soit freiné par les mêmes préoccupations qui pèsent sur la confiance des consommateurs et les marchés boursiers, la forte réduction du rythme de croissance du stock de capital due à la correction des investissements au cours des deux dernières années, conjuguée à la poursuite de la hausse de la demande, laisse présager une accélération sensible des achats plus tard dans l'année. De plus, l'amélioration de la demande mondiale et la dépréciation du dollar devraient contribuer à une accélération des exportations en 2004. Les incertitudes entourant ces prévisions demeurent non négligeables mais n'impliquent pas toutes une révision à la baisse des estimations. Une dégradation de la situation géopolitique ou le pessimisme persistant des ménages après la guerre pourraient certes ralentir la croissance, mais le coup de fouet qui résulterait d'une détente budgétaire et d'une reprise de la demande des entreprises et de la demande extérieure pourrait se traduire par une accélération plus prononcée de l'activité.

La croissance devrait s'accélérer une fois levées les incertitudes liées à la crise irakienne

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

N° 67, juin 2000

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

N° 66, décembre 1999

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques
La valorisation du travail
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins
Profil international de la réglementation des marchés de produits

N° 65, juin 1999

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi
Les défis de politique économique liés au changement climatique
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire	vii	
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1	
Vue d'ensemble : une reprise lente	1	
Nature du cycle et risques géopolitiques	2	
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement	5	
Vigueur et dynamique générale de la reprise	10	
Les risques baissiers dominant toujours	18	
Enjeux de politique macroéconomique	21	
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs	31	
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme	35	
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE	41	
États-Unis..... 41	Corée 84	Norvège 113
Japon 46	Danemark 87	Nouvelle-Zélande 116
Allemagne 51	Espagne 89	Pays-Bas 119
France..... 56	Finlande 92	Pologne 122
Italie 60	Grèce 95	Portugal..... 125
Royaume-Uni..... 65	Hongrie..... 98	République slovaque..... 128
Canada..... 70	Irlande..... 101	République tchèque..... 131
Australie..... 75	Islande..... 104	Suède 134
Autriche..... 78	Luxembourg..... 107	Suisse 137
Belgique..... 81	Mexique..... 110	Turquie..... 139
III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres	143	
Chine	145	
Fédération de Russie	146	
Brésil	148	
IV. Après la bulle des télécommunications	151	
Introduction.....	151	
Un retournement de situation.....	152	
Implications pour l'action des pouvoirs publics	160	
V. Politiques structurelles et croissance	169	
Introduction.....	169	
Tendances divergentes de la croissance	169	
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre	172	
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain	180	
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique	186	
VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE	193	
Introduction.....	193	
Profils de l'IDE	194	
Investissement direct étranger et échanges	198	
VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE	203	
Introduction.....	203	
Les différents types d'obstacles à l'IDE	204	
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000.....	206	
La libéralisation de l'IDE depuis 1980	208	

VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger	211
Introduction	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger	217

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	223
--	-----

Annexe statistique	225
Classification des pays	226
Mode de pondération pour les données agrégées	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	227
Tableaux annexes	229

Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ?	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE	212

Tableaux

I.1. Croissance de la production	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes	39
III.1. Prévisions pour la Chine	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie	147
III.3. Prévisions pour le Brésil	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE	219

Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro	9

I.4. Marges et taux d'utilisation	9
I.5. Taux de change effectifs réels	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration	220

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions^a

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
PIB en volume									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
Demande intérieure totale en volume									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
Inflation^b									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
Chômage									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
Balance courante									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
Taux d'intérêt à court terme^c									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
Commerce mondial^d									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

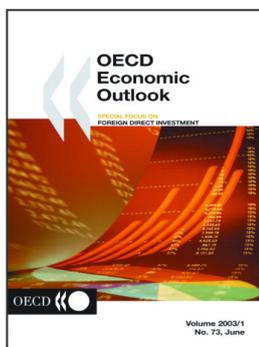
- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2003), « États-Unis », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-4-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.